



# Nou lé Kapab !

Le Journal de l'Az Do Fèr

N°017

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 23 DÉCEMBRE 2011 •

## Université

# Les dangers de l'autonomie de l'université

**La semaine dernière, nous évoquions le coup d'éclat de l'Université de La Réunion, qui a rejeté son Budget 2012 pour ne pas passer à la Responsabilité Compétence Elargie (RCE), reportant ainsi son passage à l'autonomie en 2013. Nous avons cherché aujourd'hui à mieux comprendre cette décision.**

Dans l'absolu, donner aux universités la totale maîtrise de leur patrimoine et de leur gestion est une bonne chose, surtout que l'État n'a jamais su prendre les bonnes décisions concernant les universités, et surtout, cela permettrait d'éviter la réalisation des projets inappropriés. Enfin, cela permettrait d'améliorer l'efficacité administrative des universités.

Dans la réalité, les moyens alloués aux universités, écoles et centres de recherches depuis 2007 n'ont pas augmenté. Les universités, et en particulier celle de La Réunion, sont totalement sous-dotées et manquent cruellement de moyens financiers et humains. Cela s'est traduit, dans notre île, par des suppressions de postes, la fermeture de filières dans le Sud, la mise en place de quotas dans le nombre de places des formations et l'ouverture d'une Faculté de médecine et d'écoles d'ingénieurs sans un euro supplémentaire.

### Une remise en cause du financement des universités par l'État

Avec l'autonomie des universités, les établissements seront dotés d'un budget global, les moyens ne seront plus fléchés sur des dépenses précises: personnel, investissement, fonctionnement... La fusion des crédits alloués par l'État et les ressources propres auxquelles aboutit la globalisation du budget fait courir un risque évident de désengagement de l'État en le dédouanant de ses responsabilités en matière d'encadrement.

Désormais, l'État permet aux universités de faire appel au mécénat privé pour financer ses projets. La loi permet le développement de fondations de droit privé qui disposent d'une totale autonomie financière. Aussi, les universités peuvent disposer de leurs ressources propres et bénéficient de mesures incitatives de défiscalisations prises à destination des entreprises et des particuliers. Quand on connaît la nature du tissu économique de notre île, il faudra une vingtaine d'années pour que le mécénat privé joue pleinement son rôle. C'est donc à l'État d'amorcer la pompe en allouant à l'Université de La Réunion une dotation initiale significative par rapport à la situation spécifique de La Réunion.

La loi permet également le transfert de la propriété des bâtiments vers les universités. Alors que la maintenance des bâtiments absorbe aujourd'hui une grande

partie du budget des établissements, on voit mal comment l'investissement (nouvelles constructions, rénovations d'ampleur) pourrait être mieux assuré par les universités elles-mêmes. Cette disposition sous-tend une démission de l'État face à ses responsabilités. En effet, selon le texte, l'État n'est tenu ni de remettre les bâtiments en état préalablement au transfert de leur propriété, ni même de doter l'établissement des moyens d'assurer la maintenance et les grosses réparations, mais simplement de garantir, «le cas échéant», une «mise en sécurité». Avec la perspective des 20.000 étudiants dans 20 ans à La Réunion, contre 12.000 actuellement, on voit mal comment l'Université de La Réunion, à elle seule, pourra garantir l'accès à l'enseignement supérieur pour tous.

De plus, les dispositions de la loi sur la gestion des ressources humaines par les universités désengagent complètement l'État. En permettant aux établissements de recruter des personnels contractuels pour occuper des postes de personnels administratifs de toutes les catégories et exercer des activités d'enseignement, l'État marque ainsi sa volonté de laisser les établissements compenser leurs déficits d'encadrement par eux-mêmes. L'embauche en CDI de personnels en lieu et place de fonctionnaires titulaires est une menace pour le service public.

### Un recul démocratique important

Enfin, alors que l'accroissement de l'autonomie des universités devait être compensé par une participation plus importante de la communauté universitaire à la Direction de l'université, toutes les mesures de la loi vont à l'encontre de ce principe, notamment pour les étudiants. Alors qu'auparavant, les étudiants représentaient 20 à 25% des membres du CA, ils ne représentent plus que 10 à 22% de ses membres.

En conclusion, l'autonomie des universités dans l'absolu est la solution pour développer nos universités et augmenter leur compétitivité. Mais la réalité nous rattrape, et dans le contexte actuel, l'Université de La Réunion manque de moyens financiers et humains, et ne trouvera pas les alternatives dans son bassin économique et régional. La décentralisation doit être accompagnée de moyens financiers suffisants et spécifiques à chaque situation. Il nous faut une «université libre, autonome, prospère», afin de rayonner dans toute la zone océan Indien.



(photo SP)

**Avec tout ce que le RCE implique, l'Université de La Réunion, à elle seule, ne pourra pas garantir l'accès à l'enseignement supérieur pour tous.**

## Calendrier d'une réforme à marche forcée

- > 6 mai: élection de Nicolas Sarkozy
- > 23 mai: le Premier ministre, François Fillon, annonce que la loi sur l'autonomie des universités ne concernera pas les frais d'inscription et la sélection
- > 28 mai: annonce du calendrier de discussion du projet de loi sur l'autonomie: l'UNEF dénonce cette réforme à marche forcée
- > Juin: concertation sur le projet de loi
- > 22 juin: rejet du projet de loi par le CNESER
- > 26 juin: Nicolas Sarkozy apporte plusieurs modifications au projet de loi: les CA passent de 20 à 30 membres maximum, l'optionnalité de l'autonomie et la sélection en Master disparaissent du texte
- > 10 juillet: examen du projet de loi par le Sénat
- > 13 juillet: l'UNEF condamne les modifications de la loi par le Sénat
- > 22 juillet: avant l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale, l'UNEF interpelle les parlementaires et demande de profondes modifications du texte
- > 25 juillet: vote de la loi par l'Assemblée nationale: les députés reviennent sur de nombreux amendements des sénateurs
- > 11 août: publication de la loi

(Source: UNEF)

## Édito

### La Région Réunion préfère le clientélisme à la réussite des étudiants

Il y a des périodes comme ça où l'on vit des épisodes de l'Histoire qui se répète. C'est le cas par exemple de l'attribution des allocations régionales de recherche par la Région aux étudiants désireux de poursuivre leurs études en Thèse.

Comme l'année dernière, et malgré les remous que cela avait suscités, la majorité de la Région Réunion vient de faire le choix de ne pas suivre l'avis du comité local d'expertise dans l'attribution des aides. Une fois de plus, Didier Robert et ses amis bottent en touche l'avis des professionnels de la recherche et la réussite des étudiants.

C'est un jugement à la tête qui a été validé. La Commission permanente qui s'est réunie ce mercredi 21 décembre 2011 a suivi à la lettre la petite cuisine du quatuor David Lorion, Frédéric Cadet, Huguette Vidot et Louis-Bertand Grondin.

En conclusion, trois étudiants ayant reçu un avis favorable du CLE et ayant d'excellents résultats se sont vu refuser leur aide et vont donc arrêter leurs études. Et quatre étudiants ayant reçu un avis réservé du CLE se sont vu octroyer une bourse d'études sur des critères inconnus.

La réussite n'est plus un critère de sélection à la Région Réunion... a priori au profit du clientélisme.

## Les chiffres de la semaine :

### 1200

C'est le nombre de personnes, salariées ou au chômage, qui devraient déposer cette année un dossier de surendettement à La Réunion, selon l'IEDOM. Ce chiffre ne cesse d'augmenter depuis 3 ans. Le surendettement touche de plus en plus de salariés.

### 100.000

C'est, selon la Caisse nationale d'assurance maladie, le nombre de départs à la retraite en moins en 2011. C'est la conséquence directe du report de l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Une baisse qui devrait se poursuivre en 2012.

### 791

C'est le nombre d'entreprises du BTP qui ont cessé leur activité cette année, selon le dernier rapport du Carif Oref. L'année dernière, le BTP comptait 16.502 salariés.

Il y a un an :

## La Réunion au Festival mondial de la Jeunesse

**Il y a un an, une délégation de jeunes Réunionnais, issus des syndicats, associations et partis politiques, sous l'impulsion de l'AJFER, se sont rendus à Pretoria, afin d'assister au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants.**

Cet évènement international organisé par la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, en collaboration avec l'Union internationale des étudiants depuis 1947, a réuni des milliers de jeunes venus de 126 pays.

**Comprendre le monde pour mieux le défendre**

*«La jeunesse a toujours été une force vitale*

*dans le développement des sociétés. Avec une créativité naturelle, une volonté de changement, de transformation et de force, ainsi que la lutte de la jeunesse pour la liberté, la paix et la transformation sociale, pour le droit à l'éducation, à l'emploi, aux droits démocratiques et la paix, elle a toujours eu un rôle significatif dans la lutte générale pour un monde juste et de paix».*

**Apprendre des autres pour servir La Réunion**

Les luttes passées et actuelles sont aussi les nôtres, de la défense des droits du peuple palestinien à avoir un territoire à lutte contre l'impérialisme américain dans le monde, tous ces combats sont des raisons en plus d'œuvrer «Pour un monde de paix, de solidarité et de transformation sociale, Vaincre l'impérialisme» (mot d'ordre du 17<sup>ème</sup> FMJE). Faire preuve de solidarité envers les peuples opprimés est une cause, œuvrer pour le développement de La Réunion en est une autre, et l'un comme l'autre, la jeunesse a sa place.

Comme l'a expliqué Gilles Leperlier, président de l'AJFER, initiateur du séjour en Afrique du Sud, «Nous sommes à un tournant de l'Histoire et l'avenir nous appartient à tous. La société dont nous héritons est le fruit des luttes de nos prédécesseurs (...). Ils ont eu cette envie de prendre leur destin en main. Aujourd'hui, c'est à notre tour. Beaucoup de choses au quotidien nous sidèrent, nous révoltent, chacun à son niveau: ne soyons pas résignés et battons-nous. La gravité de la situation et l'ampleur du défi nécessitent plus que jamais de faire jouer la solidarité, c'est tous ensemble que nous pourrions aller de l'avant, d'autant que nous sommes toutes et tous concernés. Il en va désormais de notre responsabilité. Nou, jeune, nou lé kapab dan nou pèil!».

C'est dans cette optique que douze jeunes se sont confrontés aux problèmes de ce monde. Entre impérialisme, colonialisme et atteinte aux droits de l'Homme, les soubassements de la politique internationale auront été révélés aux jeunes Réunionnais. A travers plusieurs échanges et rencontres avec les délégations, notamment cubaine, palestinienne, israélienne, américaine, irlandaise, sahraouie ou française, chacun a pris conscience des luttes menées depuis des années.

Lieu de rencontre des cultures et d'échanges d'idées, le Festival mondial de la jeunesse a montré toute la motivation des jeunes pour changer le monde. A cette occasion, les Réunionnais ont pu comprendre comment les mouvements progressistes luttent, se rebellent et analysent le monde qui les entoure. Un mot d'ordre est revenu dans la bouche de chaque participant: «Tous ensemble» pour en finir avec un système à bout de souffle qui produit des injustices et alimente la haine.



PHOTO: F. ARCHIVE CTI

**Le Festival mondial de la jeunesse a réuni des milliers de jeunes venus de 126 pays, parmi lesquels 12 jeunes Réunionnais.**

### Crise financière

## Les États refinancent les banques

**La crise est devenue un cercle vicieux, les États financent les banques qui, chaque année, ont besoin de plus de liquidités pour éviter la faillite et satisfaire les marchés. Après les annonces du gouvernement Fillon depuis 2008 de recapitalisation des banques, cette fois-ci, la Banque de France participera aux refinancements des banques européennes, via la Banque centrale européenne.**

#### 489 milliards d'euros pour les banques

520 banques de la zone euro se sont «générusement» approvisionnées auprès de la Banque centrale européenne qui vient d'ouvrir un prêt sur trois ans, d'un montant illimité, à un taux d'intérêt de 1%. Les banques ont ainsi emprunté 489 milliards d'euros, un montant largement supérieur aux attentes, et qui se révèle être un succès, selon les analystes.

Cet apport de liquidité ne résoudra pas le problème de la dette souveraine en Europe, car il n'est pas certain que les banques aident les États endettés. Cette hypothèse pose un vrai débat sur le rôle des banques, qui ont nationalisé leurs dettes et privatisé leurs bénéfices. En effet, depuis le début de la crise, les banques ont eu droit à des aides de l'État, dont

l'argent vient directement de la poche du contribuable, mais une fois renflouées, ces mêmes banques rechignent à soutenir leurs États ou à acheter de la dette souveraine, comme ce fut le cas pour l'Espagne et l'Italie.

Tenant de rassurer les marchés et les agences de notations, l'Élysée a annoncé que «chaque État pourra se tourner vers ses banques» pour placer leurs obligations souveraines refusées par les marchés, car présentant un niveau de risque important. Cependant, les gouvernements n'ont aucune garantie du soutien des banques.

#### Une aide généreuse «douteuse»

Cette aide de la BCE, dont le capital est renfloué par les banques nationales, notamment

la Banque de France à hauteur de 14,22% en 2011, sort tout droit de la poche des contribuables de chaque État de la zone euro. En dépit des efforts faits par la BCE, les marchés restent sceptiques. Désireux de les satisfaire, les dirigeants optimisent la décision de la Banque européenne, toutefois, les courtiers des bourses européennes et de la zone euro ont estimé que «l'ampleur de l'opération était de mauvais augure pour la solidité des banques».

Les experts doutent que «l'argent soit utilisé principalement pour racheter de la dette périphérique», a indiqué Martin van Vlie, d'ING. Ce dernier a expliqué que la plupart des grandes banques ont d'autres priorités, particulièrement d'honorer leurs propres échéances financières. Elles rechignent à acquérir ces actifs risqués, qui

pourraient leur valoir une dégradation de leur note financière, selon Christian Schulz, de la banque Berenberg.

Cette annonce aura certes eu un effet positif sur le court terme, mais à la longue, tout l'argent donné aux banques depuis le début de la crise n'aura servi à rien pour les finances des États, si ce n'est à creuser un peu plus leurs déficits. Les banques sont devenues dépendantes des aides gouvernementales, qui ne demandent aucune garantie, ni même condition aux prêts octroyés. Cet argent facile permet aux banques d'accorder de beaux bénéfices et bonus à leurs traders, pendant que le peuple paie leurs erreurs et leurs finances.

## Interview

## Pourquoi, malgré la crise, bann magasin lé plein mèm ?

**Malgré la crise et l'aggravation de la situation sociale, en cette période de fêtes, les magasins ne désespèrent pas et le chiffre d'affaires des enseignes ne cesse d'augmenter. Nous avons voulu comprendre la situation et casser les idées reçues en interrogeant Jean-Hugues Ratenon, président de l'Alliance des Réunionnais contre la pauvreté.**

**2011 a été marqué par l'aggravation de la situation sociale, dans quel état se trouve la population réunionnaise aujourd'hui ?**

— La population réunionnaise est contrainte à suivre le mouvement, on ne lui laisse aucun choix, ni aucune perspective d'où il se sent libre de dire que son avenir sera meilleur. La population est de plus en plus pauvre, il n'y a qu'à voir le nombre augmentant de personnes dans les CCAS de nos communes, et entendre ceux qui souffrent quotidiennement et qui en appellent à la charité et au bon sens de ceux qui détiennent les pouvoirs entre leurs mains.

La population est effectivement désespérée, le moral n'est pas au beau fixe, il suffit de se pencher sur les chiffres. 75% de la population est prête à une mobilisation face à la persécution subie par la politique du gouvernement de Sarkozy.

L'INSEE comme le Pôle Emploi annoncent les chiffres désastreux pour l'année 2011 et disent que la situation ne s'améliorera pas, au contraire, elle va en s'aggravant. Sur le plan national, on entend parler de récession en cette fin de 2011. Il est sûr qu'en 2012, la récession sera présente. Tout cela pèse sur le moral des Réunionnais. La population réunionnaise d'aujourd'hui ne peut certainement plus investir, ni épargner, il vit dans la routine en attendant des jours meilleurs.

**Malgré cette situation, en cette période de fêtes, les magasins ne désespèrent pas et voient leur chiffre d'affaires augmenter, comment l'expliquer ?**

— On ne se l'explique pas, on constate les faits. Il faut croire que nous vivons dans un monde où la consommation est devenue un geste mécanique, et que la loi du marché en tire son plus grand profit.

En ces jours de fêtes, le monde du commerce s'accapare effectivement toutes les opportunités à une augmentation de son chiffre d'affaires, il jouit de grasse abondance. Mais ceci n'est certainement pas un heureux hasard, ni une manne qui tombe du ciel, mais plutôt le résultat d'une situation qu'il a su créer, anticiper sur le gain, notamment par la conquête du monde publicitaire et la notoriété d'un label

commercial ajusté sur le calendrier des fêtes et qui certainement trompe la population.

Cependant, chaque année à cette même période, nous constatons la même recrudescence de foule dans les magasins, ceci n'est pas plus inhabituel que les autres années. Ce qui est intéressant de savoir, c'est de connaître le chiffre d'affaires des magasins et de prendre connaissance de son évolution ou pas au fil des années.

On peut aussi dire que c'est le seul moment de l'année où le Réunionnais évacue tout le stress, c'est un moment de rêve, même si le rêve est éphémère.

Par rapport à la cherté de la vie, les dépenses ne sont pas identiques au chariot d'hier et d'aujourd'hui, notamment le chariot n'est pas rempli pareil, n'a pas les mêmes produits.

Le Réunionnais consomme également en cédant aux caprices des enfants influencés par rapport au discours dans le milieu scolaire.

Le véhicule, qui reste le moyen de communication des Réunionnais, s'observe en grand nombre sur les parkings des grandes surfaces, mais le véhicule n'est pas proportionnel au nombre de personnes.

On peut parler également de la pression de la pensée unique, la pression médiatique, la publicité oblige le consommateur à faire comme son voisin.

Plusieurs facteurs de danger créent donc ce phénomène de surconsommation.

**Quels conseils donner à la population réunionnaise ? Quels sont les pièges à éviter ?**

— Éviter d'être consommateur pour la consommation. Réfléchissez bien à vos dépenses, ne tombez pas dans le piège de la publicité qui regorge vos boîtes aux lettres.

Il ne faut pas tomber dans le piège de la surconsommation, des achats superflus. A l'heure d'internet, il faut comparer les prix d'un magasin à l'autre et inspecter les offres.

Faire attention au piège des prix d'appels, c'est-à-dire des prix bas pour attirer les foules dans les enseignes.



(photo Tenax)

**Selon Jean-Hugues Ratenon, la fréquentation massive des magasins par les Réunionnais malgré la crise s'explique par le fait que la fin d'année est «le seul moment de l'année où le Réunionnais évacue tout le stress, c'est un moment de rêve, même si le rêve est éphémère».**



(photo Tenax)

**Nos boîtes aux lettres sont remplies de publicités quotidiennement et c'est pire en ces moments de fêtes. Jean-Hugues Ratenon appelle à ne pas tomber dans ce piège de la surconsommation.**

## Perspectives :

# 2012, de nouvelles perspectives

Année d'élection en France, le changement est en marche avec l'élection présidentielle, puis quelques semaines plus tard, les législatives. L'occasion ou jamais de pousser l'UMP à la porte et de faire état de son bilan catastrophique, notamment dans les domaines social et économique.

Les perspectives économiques sont moins roses, ni vertes ou rouges, mais la crise économique et financière internationale et la crise de la dette souveraine en Europe devraient - soignons idéalistes - remettre en cause ce système capitaliste à bout de souffle qui appauvrit et déshumanise.

De l'optimisme certes mais la réalité est dure. Jeunes, chômeurs, payés et taisez-vous. Salariés, payés et taisez-vous... Cette situation est préjudiciable pour l'avenir du pays qui n'investit plus dans l'éducation (suppression de postes, réduction des budgets,...) et qui ne développe aucune politique volontariste pour l'emploi, notamment chez les jeunes.

## Changeons la donne aux élections

Aujourd'hui, les débats vont bon train, mais l'important reste le Vote, et uniquement le bulletin qui sera déposé dans l'urne, car sans celui-ci La Réunion et la France perdront des chances de changement et de perspectives économique, politique et sociale. Bien que le programme de l'opposition à Nicolas Sarkozy reste aussi austère, vis-à-vis de la sortie de crise, il n'empêche que le peuple ne payera pas le prix le plus élevé des erreurs des banquiers et amis de la droite.

Parti en campagne avec les deniers de l'état, Nicolas Sarkozy tente de remonter dans les sondages et de redorer son blason, mais il n'empêche, depuis 2007, Nicolas Sarkozy et ses "potes" de l'UMP auront privilégié les riches et tout fait pour appauvrir les autres. Forcé de constater que le changement est marche, espérons simplement que la révolution dans la rue sera



«Les révoltes - ou révolution selon les termes - font naître un espoir de changement et de nouveauté, mais aussi une vision du futur, où les notions d'égalité et de justice sociale ont du sens».

également dans les urnes pour que la droite n'accroisse, en un second mandat, la casse sociale.

## Des raisons de se révolter, de se rebeller

La pression de la rue, des États Unis à la Russie, en passant par l'Europe et le Monde arabe, met en avant des dictatures tombées et des états capitalolibéral sans avenir, ni fondements. Ces révoltes - ou révolution selon les termes - font naître un espoir de changement et de nouveauté, mais aussi une vision du futur, où les notions d'égalité et de justice sociale ont du sens.

Mais, les Indignés du monde devront, en cette nouvelle année, continuer à faire entendre leurs voix, car les conséquences de la crise économique et financière internationale arrivent, à grands pas, et les dernières aides ou estimations de croissance, ne donnent rien de bon. D'autant plus

que les états financent les banques qui s'empochent des bénéfices et bonus exorbitants, et conduisent le peuple à payer le maximum à travers des plans de rigueur de plus en plus drastiques.

La révolution est à notre porte, un système économique faillible et injuste, les monopoles de certains partis politiques, les dictatures des agences de notation, les violences, les atteintes aux Droits de l'Homme, tout est réuni pour que le peuple se rebelle et pèse dans le débat et sur la scène internationale, lieu de solidarité entre les peuples.

Mais, toute révolution demande réflexion, engagement et militantisme, les urnes seront l'occasion de se révolter et de se rebeller face à une classe politique dominante qui ne prend compte que des intérêts des plus riches au détriment de tous les autres. Votez! (à gauche de préférence)...



Le Vote est la seule action qui laissera à la France des chances de changement et de perspectives économique, politique et sociale.

## Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal.  
Toute l'équipe de l'AJFER vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année!

RDV en 2012, le vendredi 27 janvier !

Retrouvez-nous sur FB "L'Az Do Fèr", sur le blog [www.noulekapab.com](http://www.noulekapab.com)!

[contact@noulekapab.com](mailto:contact@noulekapab.com)

